

Tête-à-tête entre Pierre Nkurunziza et Agathon Rwasa à Bujumbura

PANA, 19/08/2008 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza et le leader du Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL), Agathon Rwasa, ont discuté, lundi, à huis-clos, des questions pendantes dans l'accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006 signé par le pouvoir central et la dernière rébellion encore active dans le pays, a-t-on appris de source officielle à Bujumbura. Le ministre sud-africain de l'Ordre et de la Sécurité, Charles Nqakula, médiateur principal dans le conflit burundais, s'est joint à ces discussions, a fait savoir, mardi, le porte-parole officiel du président Nkurunziza.

Cette rencontre était attendue depuis le retour à Bujumbura, en mai dernier, du leader du PALIPEHUTU-FNL pour participer aux ultimes tractations visant la mise en application effective de l'accord de cessez-le-feu en souffrance depuis bientôt deux ans. Jusque-là, les discussions se déroulaient dans le cadre technique du mécanisme conjoint de vérification et de suivi de la mise en application de l'accord de cessez-le-feu, qui n'avait en fait aucun pouvoir réel de décision. Les rencontres au sommet des belligérants burundais vont d'ailleurs s'intensifier dans les prochains jours afin d'accélérer le processus d'une paix globale et durable, a-t-il poursuivi. Le médiateur sera également plus régulier au Burundi pour s'assurer de l'état d'avancement des pourparlers et donner un coup de main là où cela sera nécessaire, selon la même source. Les discussions achoppent, pour le moment, sur la place du PALIPEHUTU-FNL dans les différentes institutions étatiques nationales, une fois que les armes se seront complètement tues. Le mouvement rebelle exige un partage paritaire du pouvoir au gouvernement, dans l'administration centrale, territoriale, en diplomatie et au niveau des sociétés étatiques et para-étatiques, comme il l'a signifié par écrit à la médiation sud-africaine. Le PALIPEHUTU-FNL exige, en outre, d'être agrégé en tant que parti politique oeuvrant dans la légalité, mais sans changer quoi que ce soit à son appellation actuelle à connotation ethnique. Cette dernière revendication n'est pas non plus facile à satisfaire du moment qu'elle se heurte aux exigences de la Constitution en vigueur dans le pays qui n'autorise, en aucune façon, l'agrégement de parti se réclamant ouvertement d'une ethnie, religion ou région. La rébellion conditionne la démobilisation, le désarmement et la réinsertion (DDR) dans une nouvelle vie socioprofessionnelle des combattants à la satisfaction de toutes ces revendications. Les difficultés dans la mise en application de l'accord de cessez-le-feu ont conduit à la reprise des hostilités à grande échelle, en avril dernier, à Bujumbura et dans quatre autres provinces du Burundi où ont été enregistrés une centaine de morts et des dizaines de milliers de déplacés.